

La gestion participative des forêts, de la rhétorique à la pratique locale

Essai de bilan anthropologique multisectoriel pour le Bassin du Congo



Daou V. Joiris
Université Libre de Bruxelles
vjoiris@ulb.ac.be

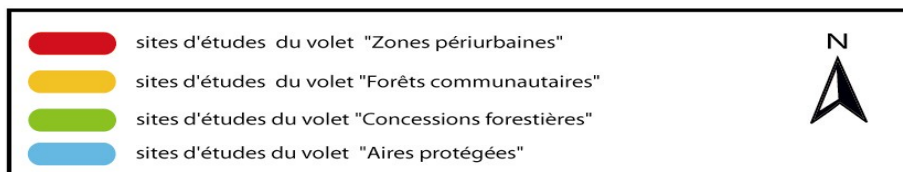
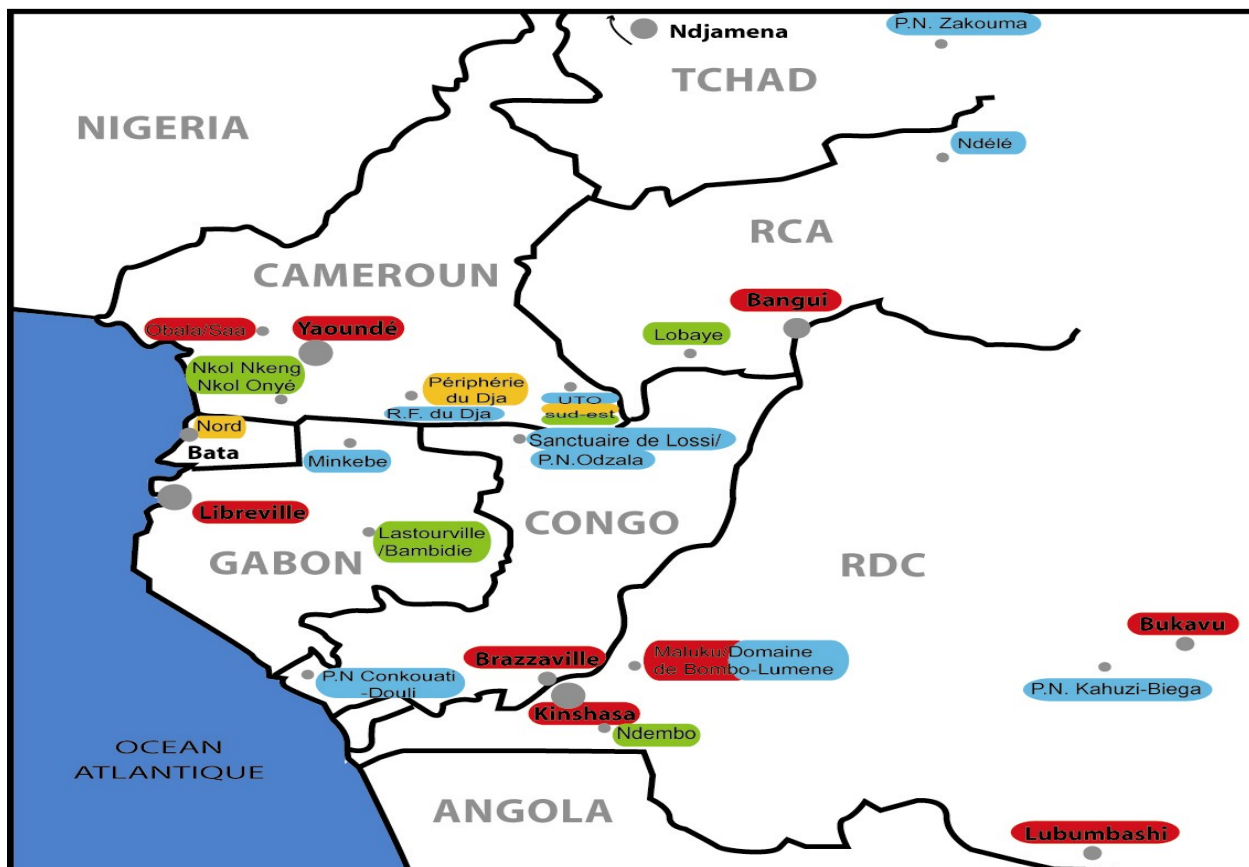
Patrice Bigombe Logo
CERAD – Cameroun
patricebigombe@hotmail.com

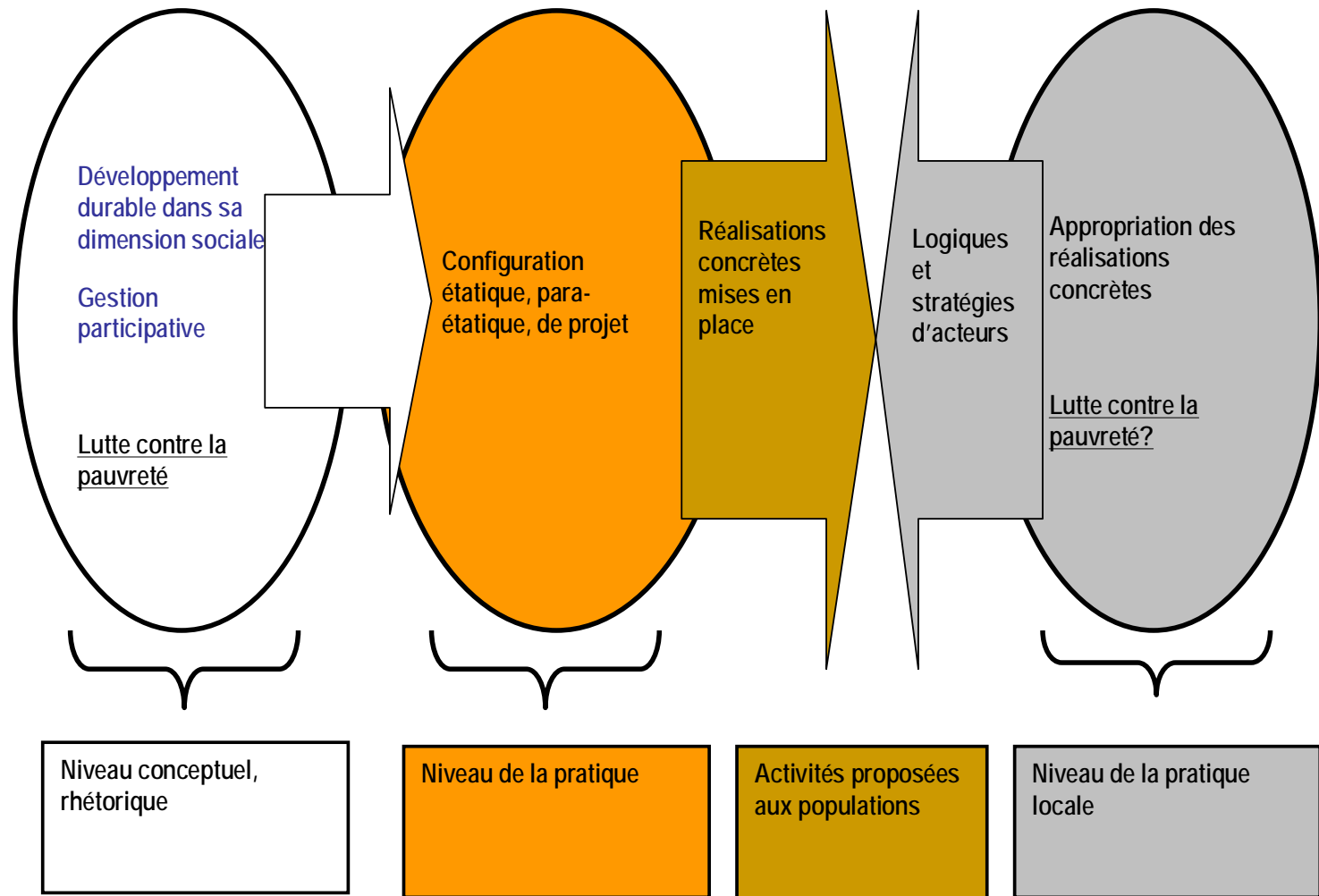
Aurélie Binot
CIRAD – Montpellier
aurelie.binot@cirad.fr

Pierre-Armand Roulet
pierre-armand.roulet@wanadoo.fr



Principaux sites d'études GEPAC par Volet/Espace







Village



**forêts
communautaires**



**Exploitation
industrielle du
bois**



Safaris

Instruments de mise en œuvre du DDS

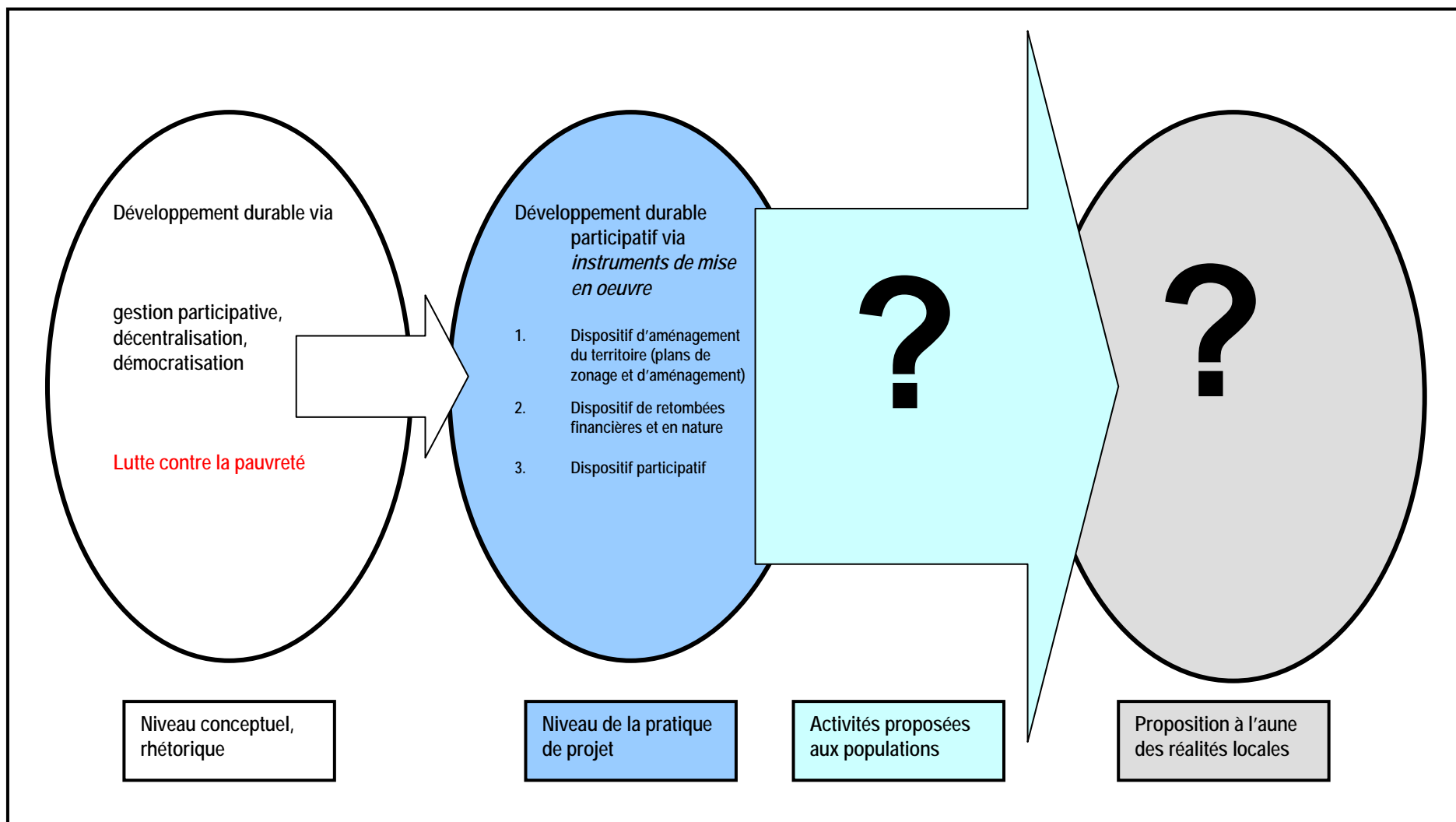


**Forêts
communautaires**

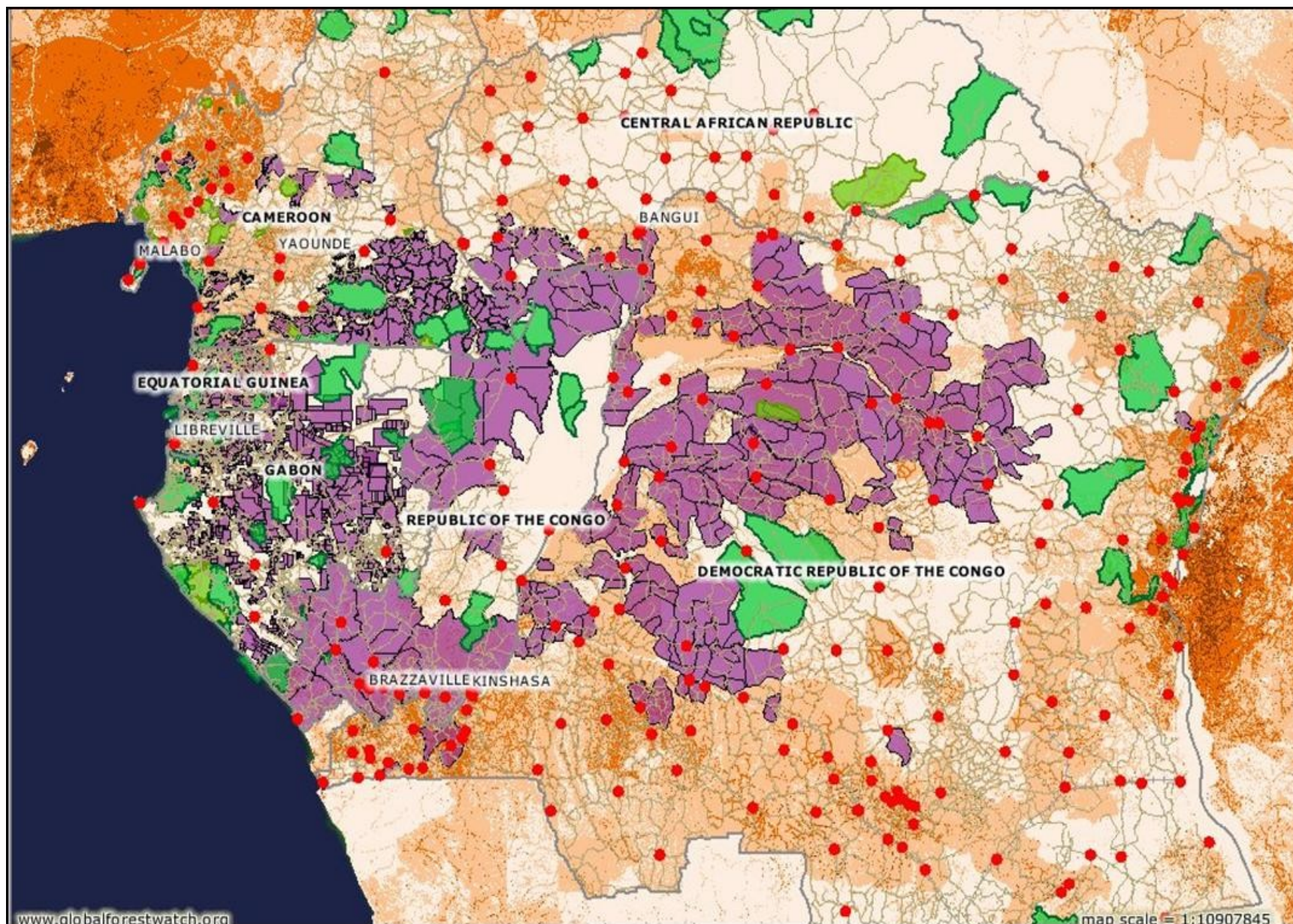


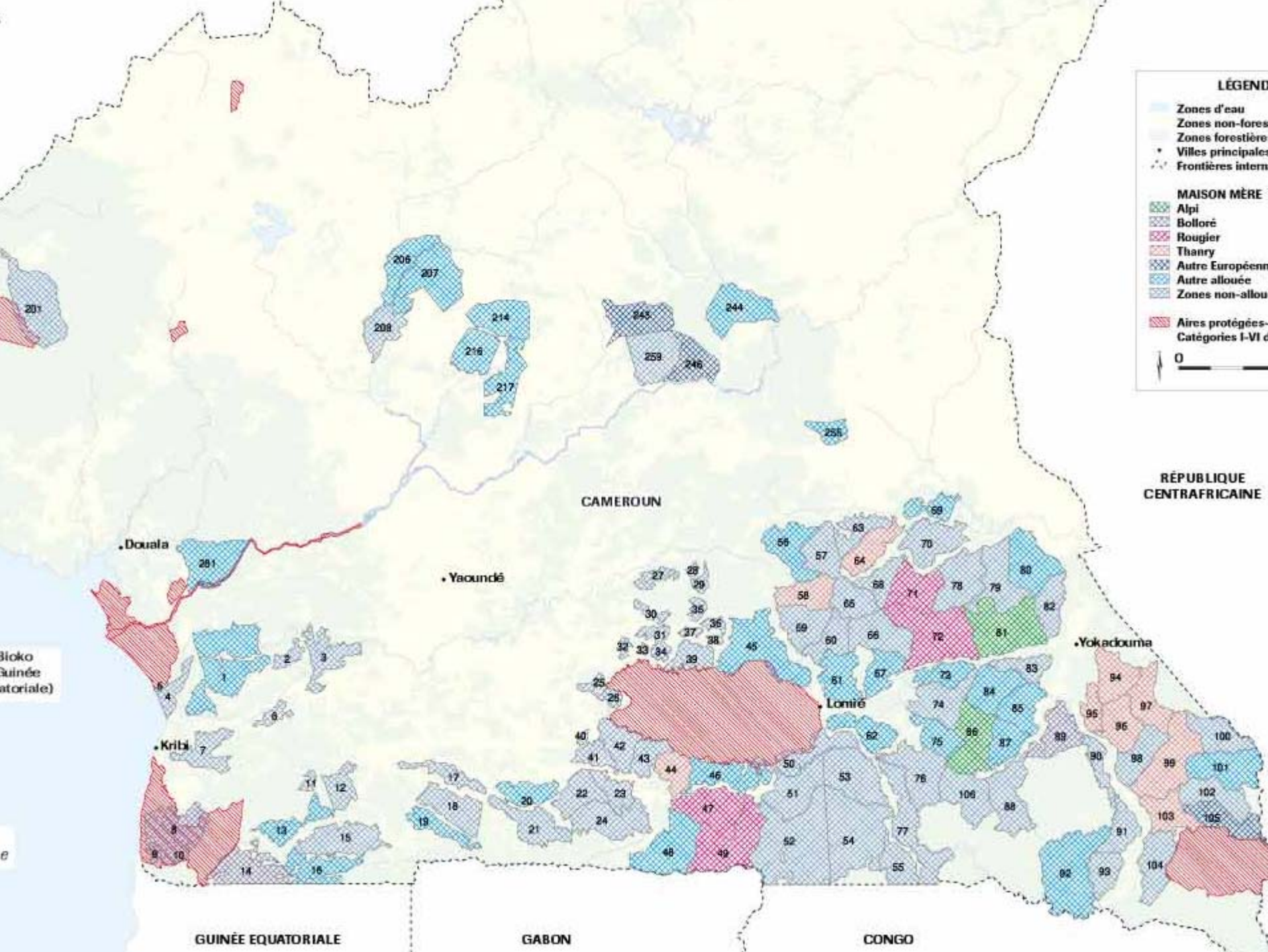
Aires protégées



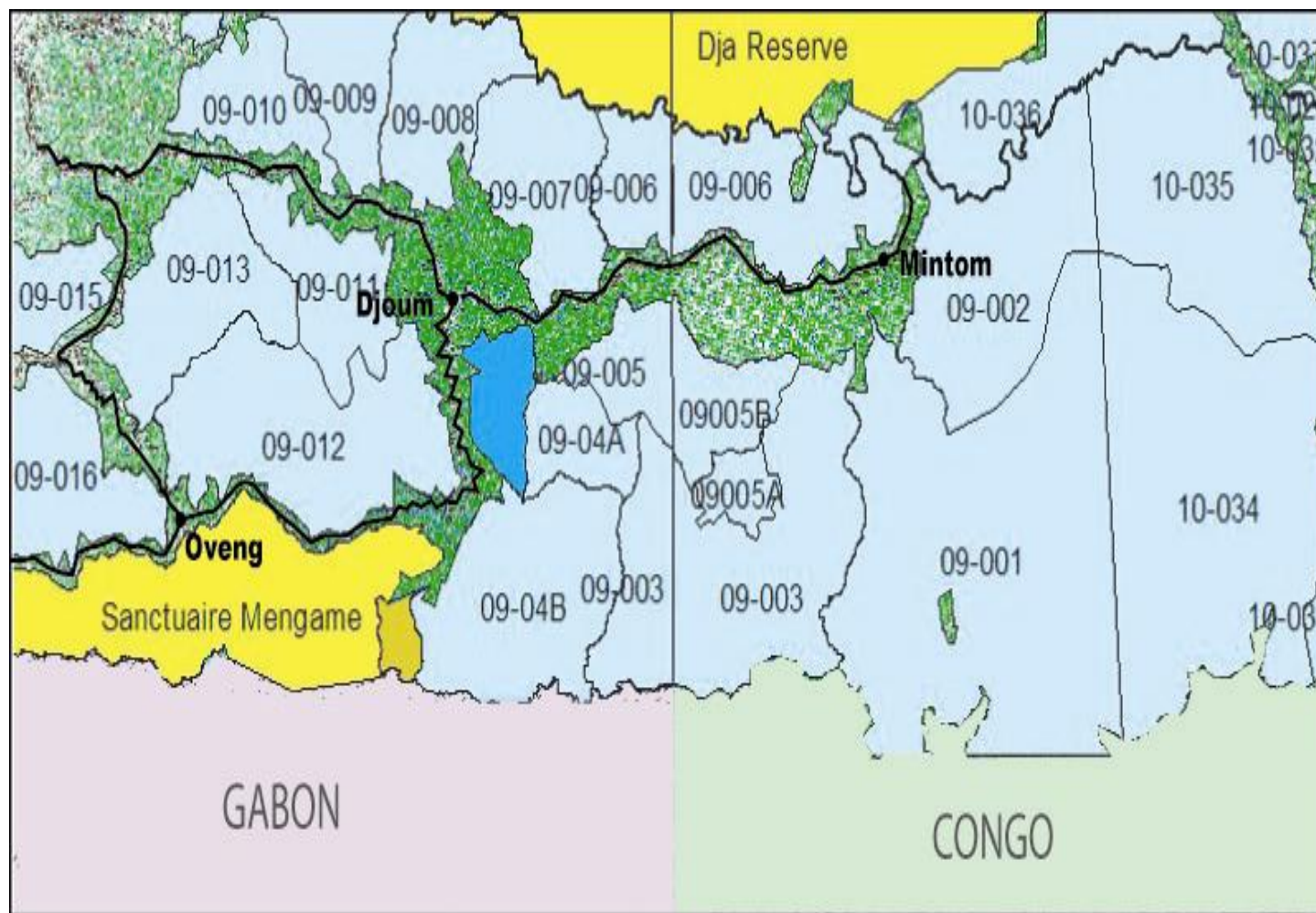








Zonage officiel d'une région/aux zones habitables



Légende:


— piste

● localité

 Aires protégées

 Unités forestières d'aménagement

 Forêt communale

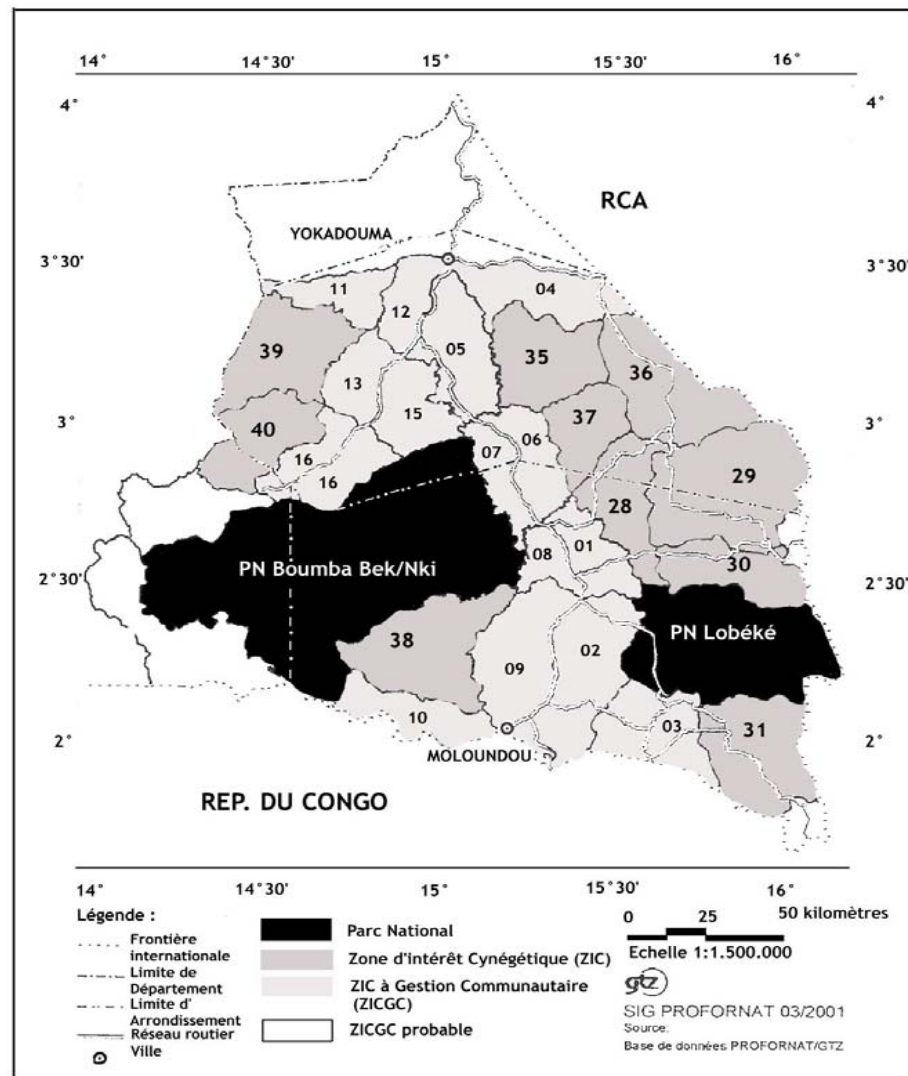
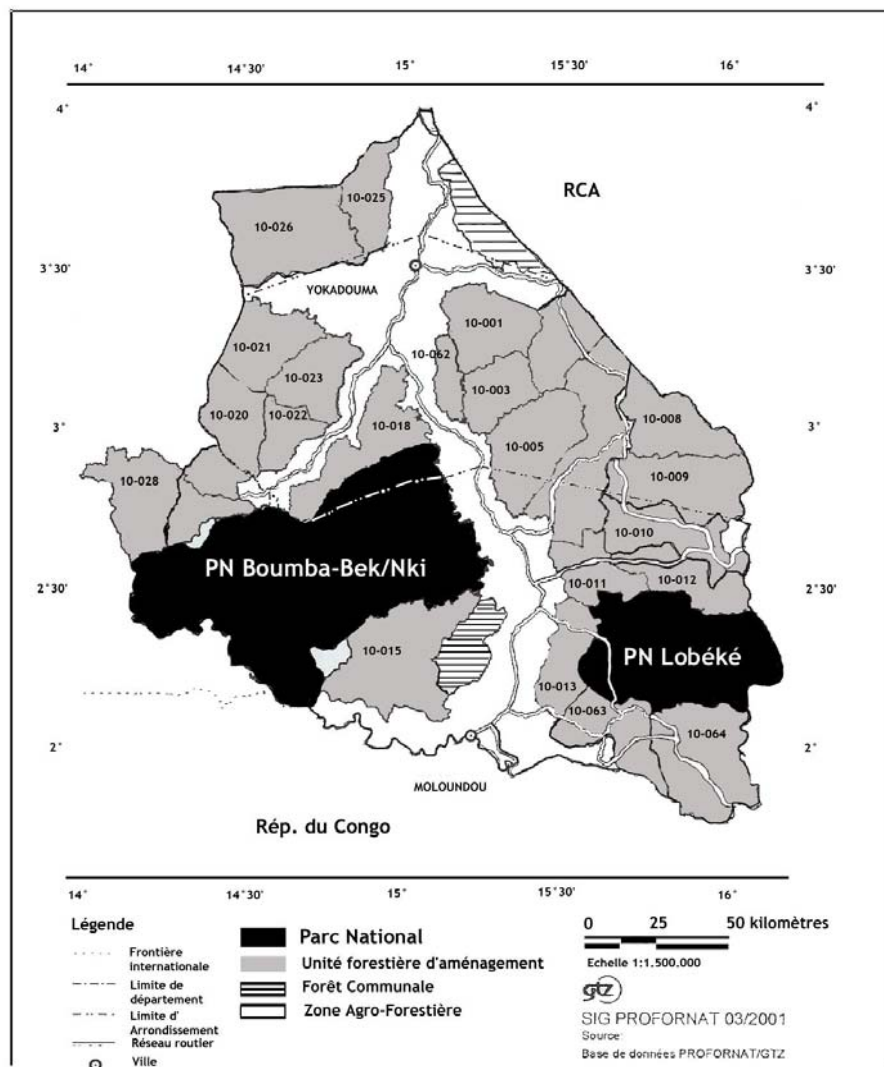
 Zones agroforestières habitables

0 20 km

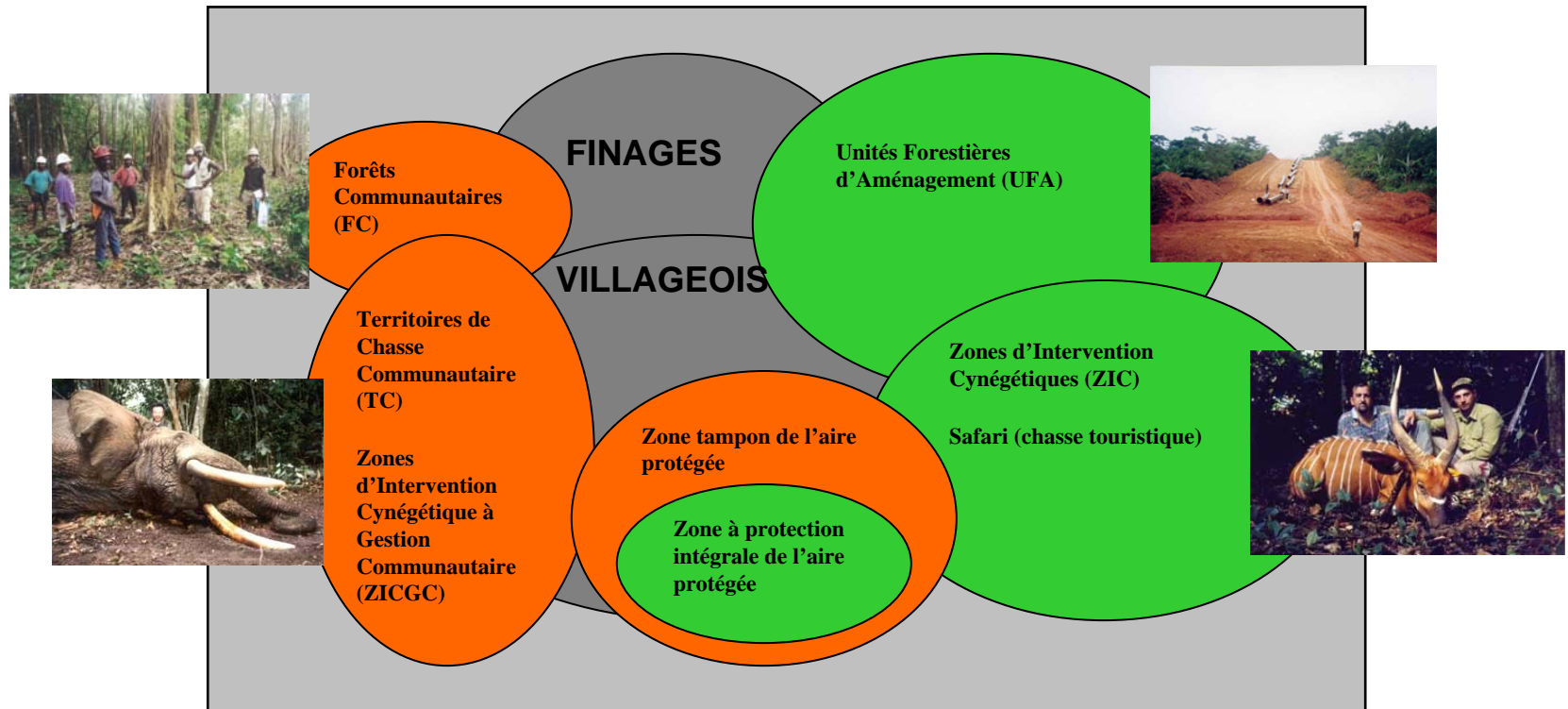


Source: d'après CED, 2004

UTO (Cameroun)

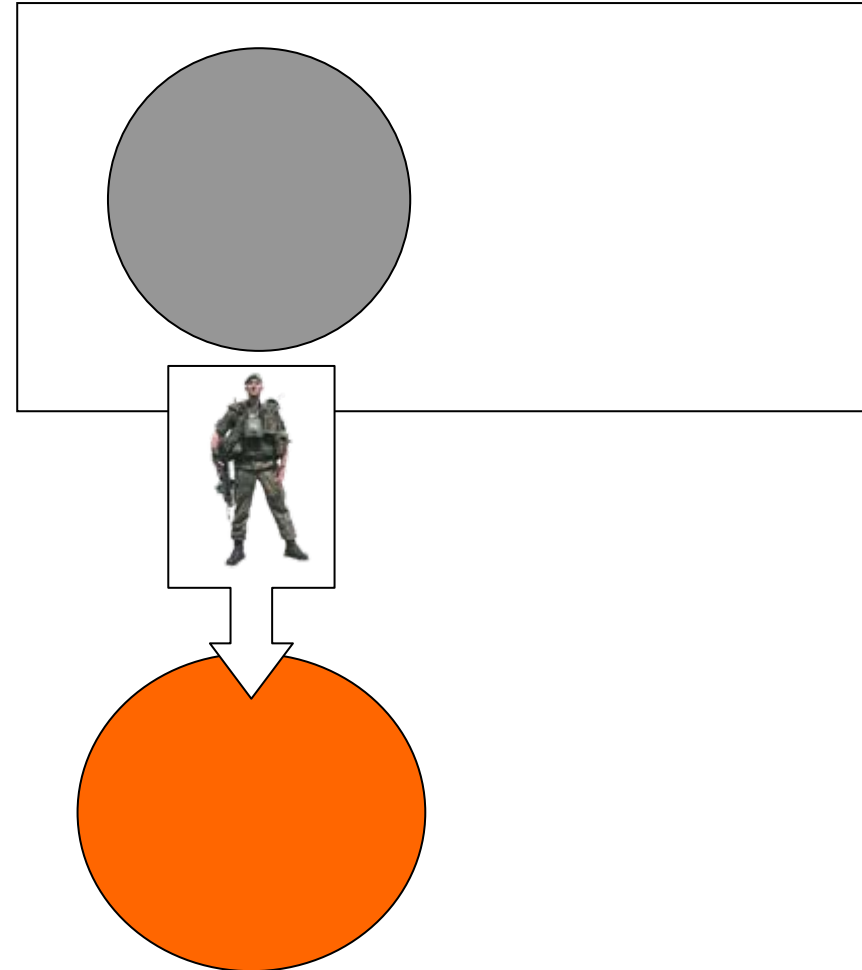
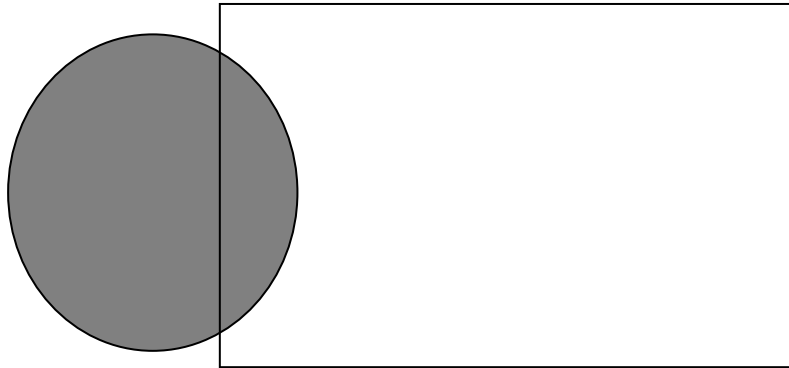
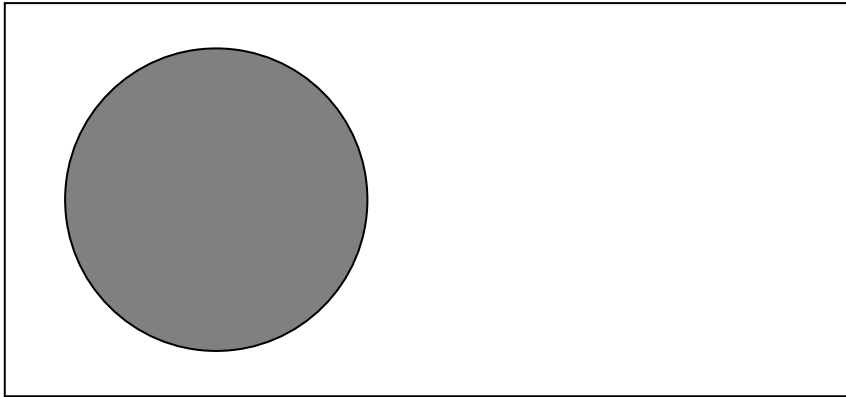


Recouvrement des espaces par rapport aux finages villageois



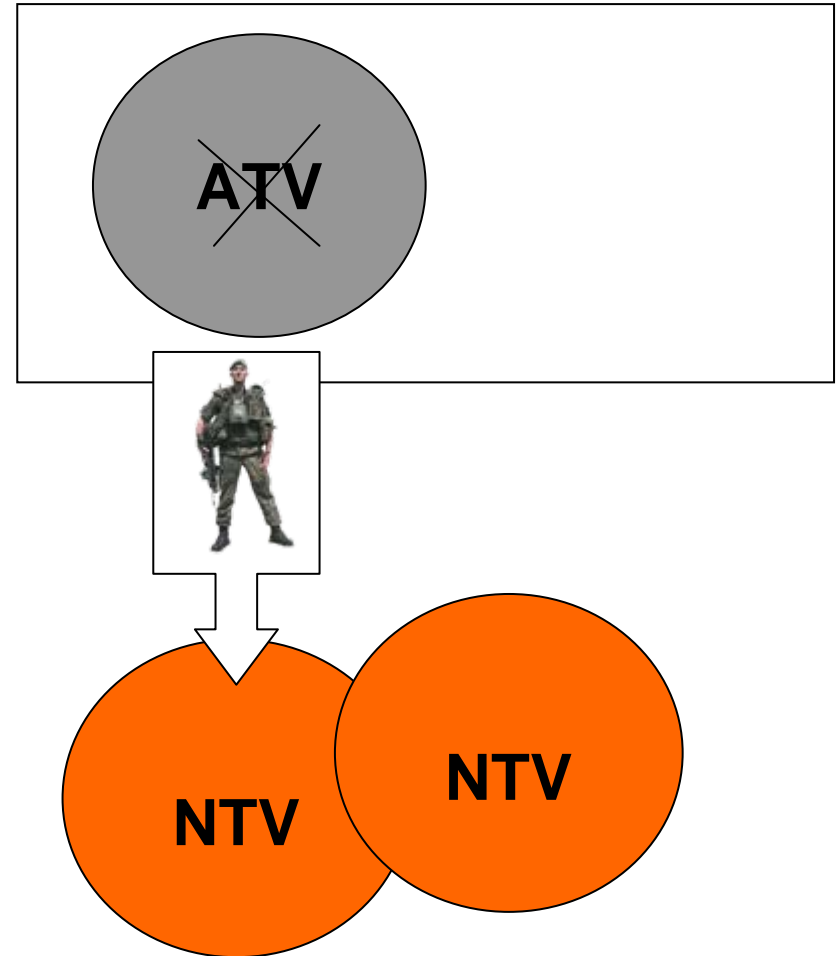
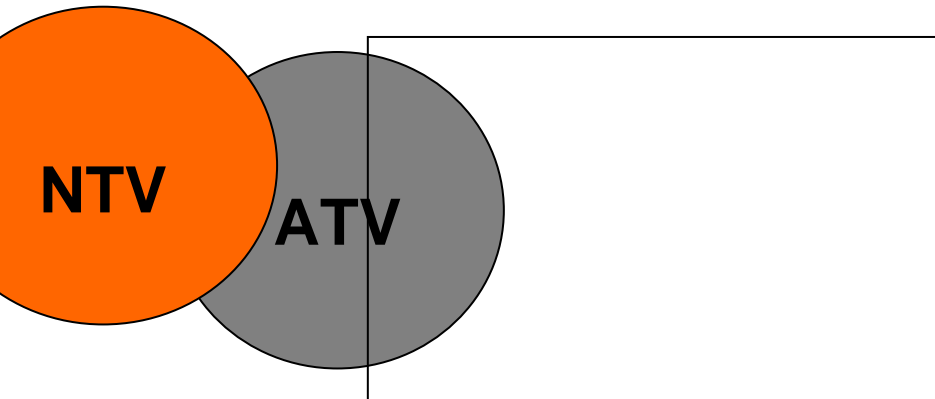
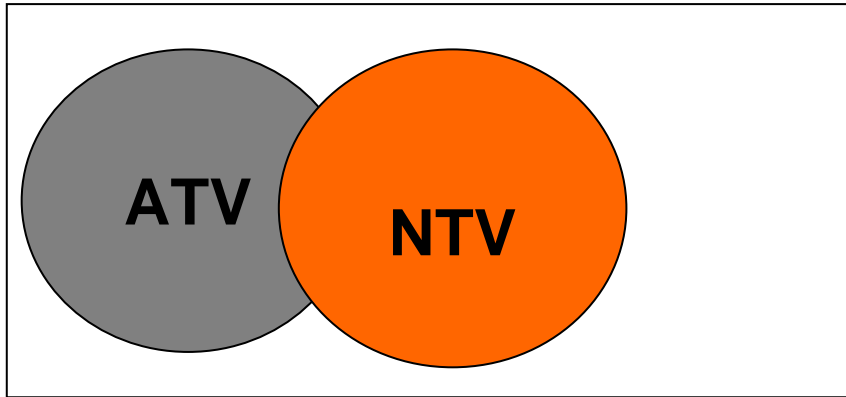
Zonage intégrant les terroirs villageois (TV), n'intégrant qu'une fraction des TV ou excluant les TV

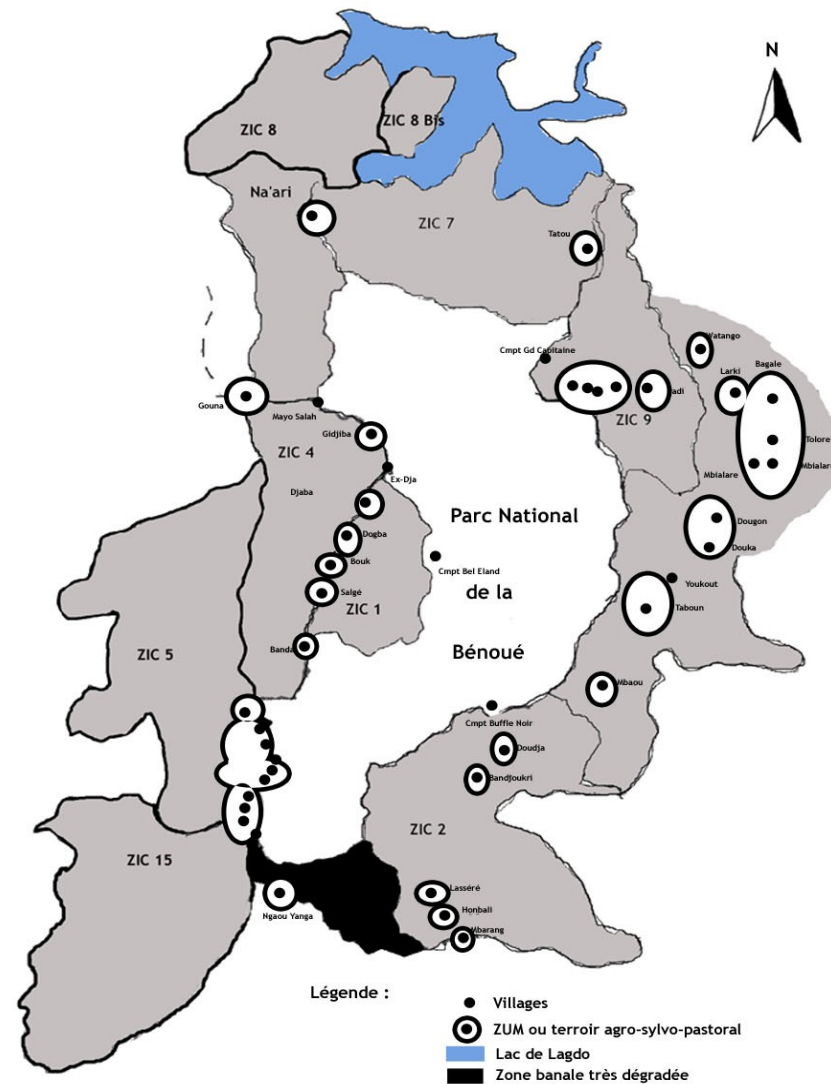
3 cas de figure



Zonage intégrant d'anciens terroirs villageois (ATV) imbriqués dans de nouveaux terroirs villageois (NTV)

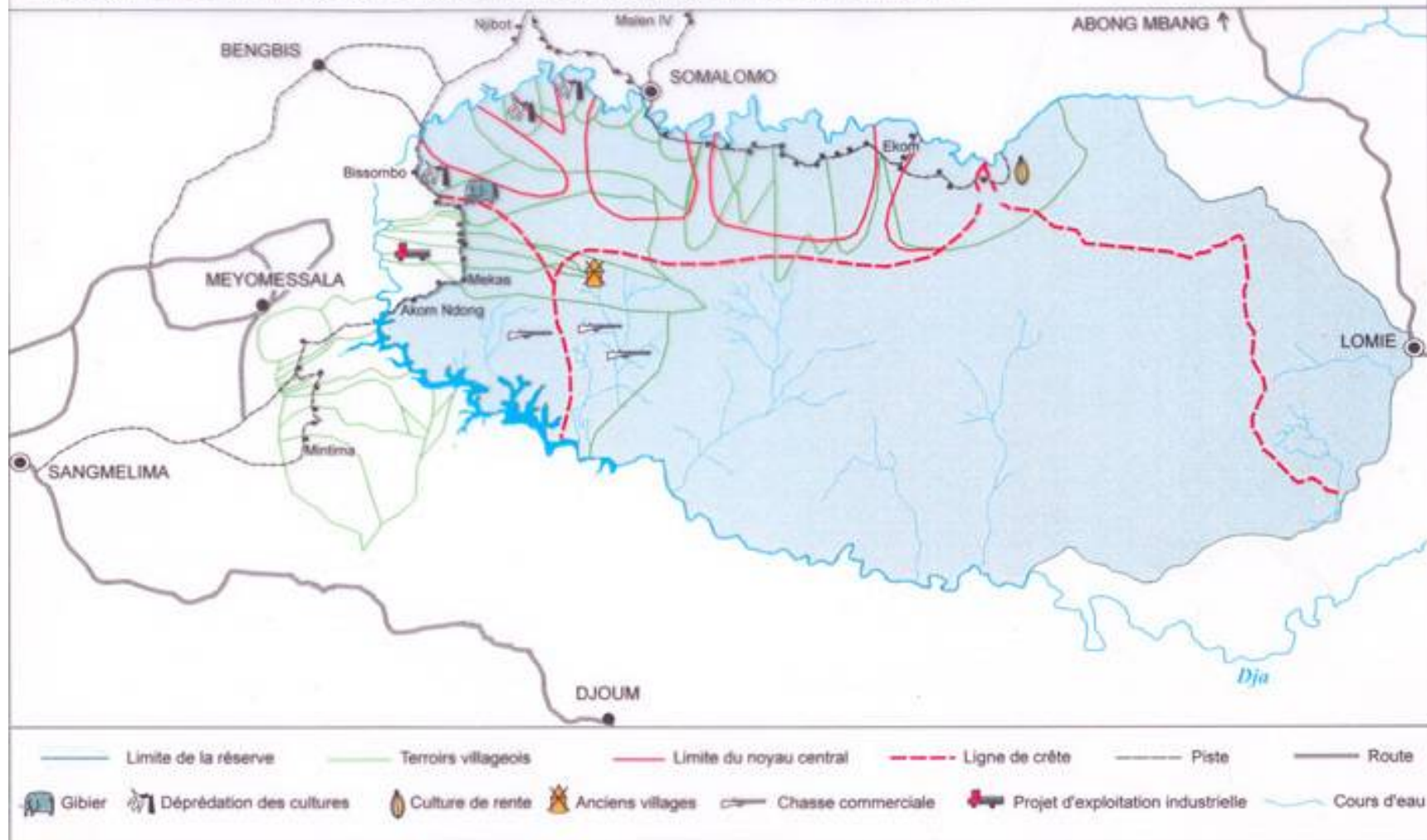
3 cas de figure

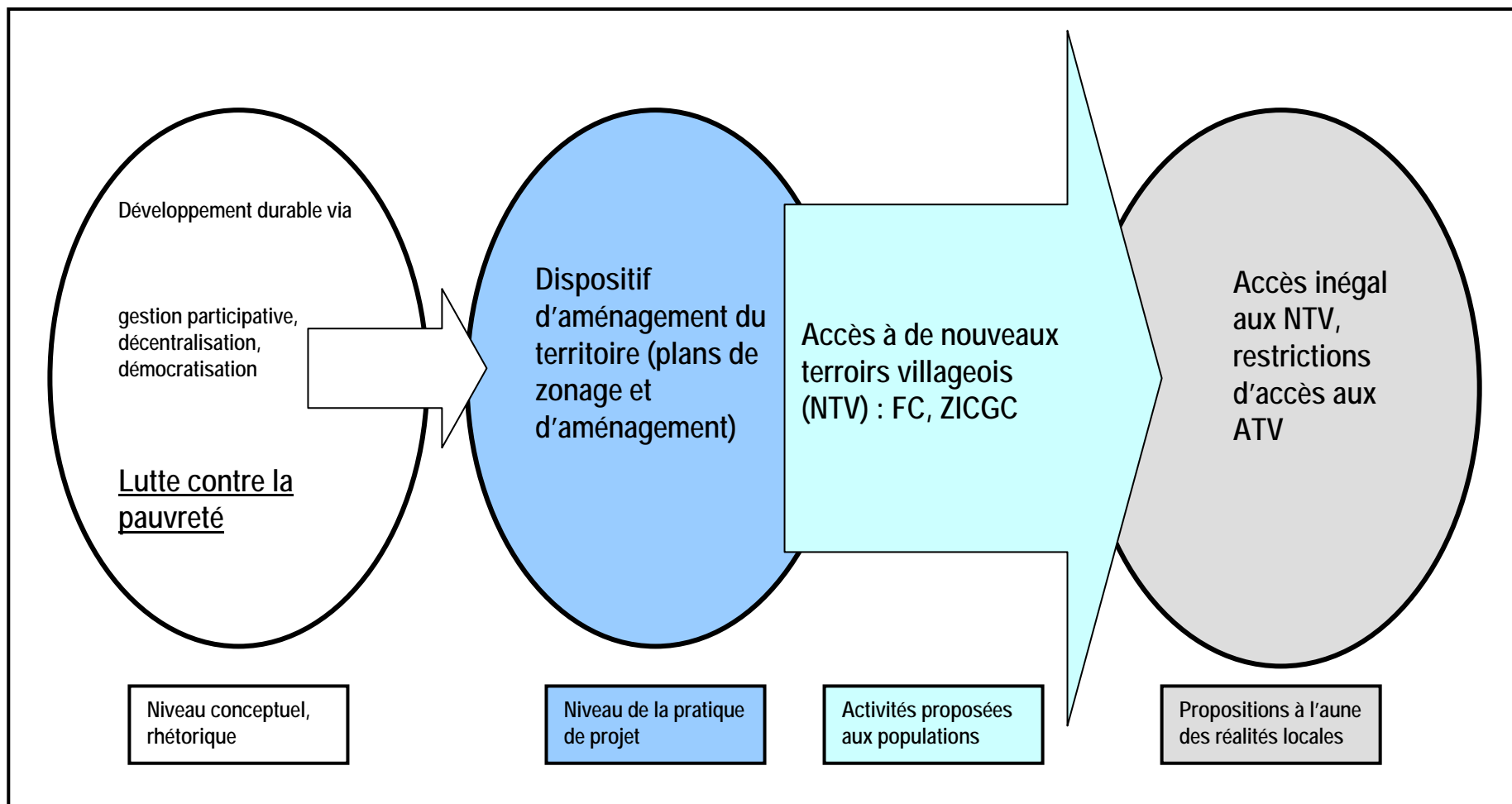




0 8 16 Kilomètres

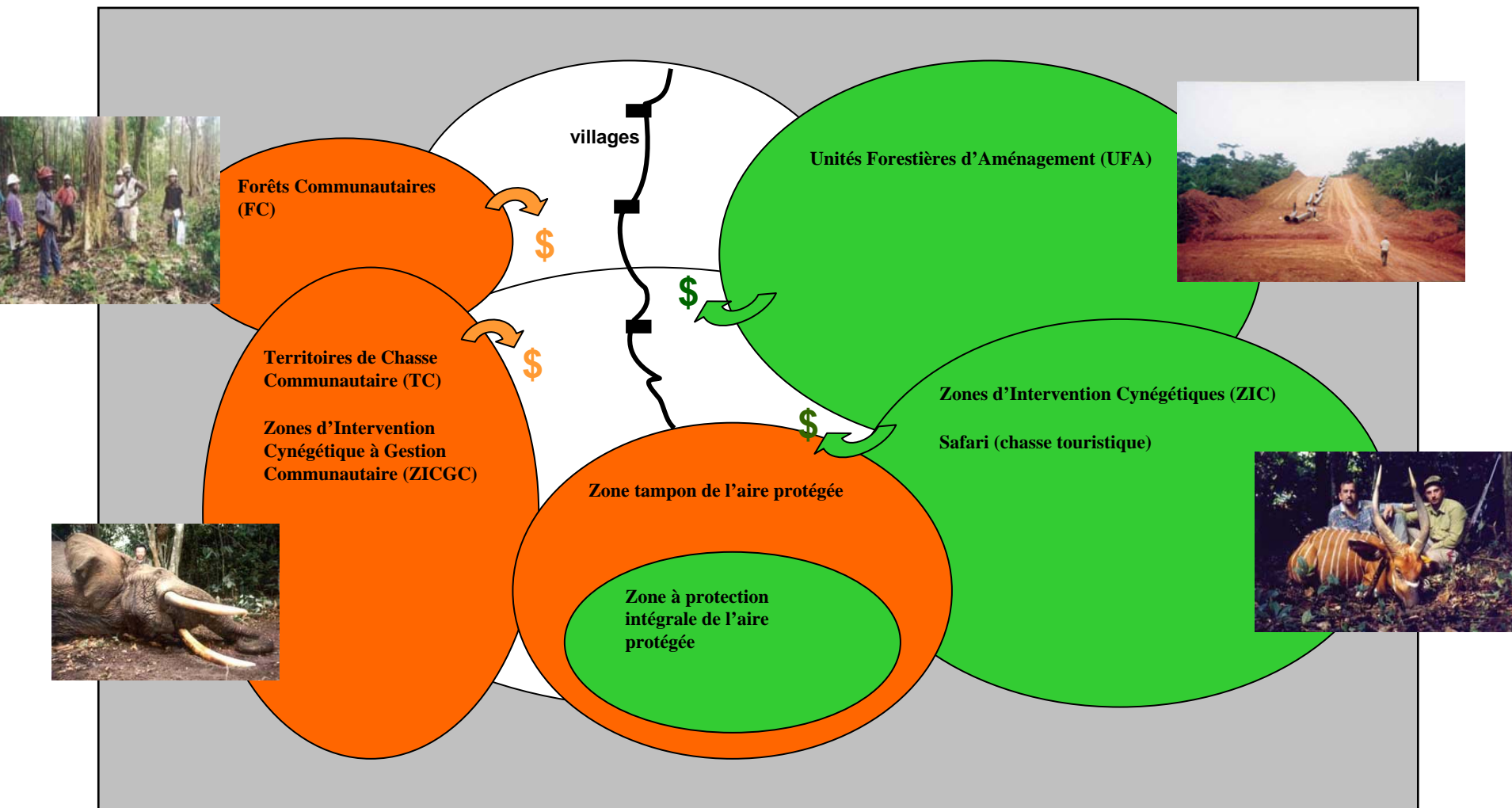
TERROIRS VILLAGEOIS ET ZONAGES PROPOSES DANS LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA



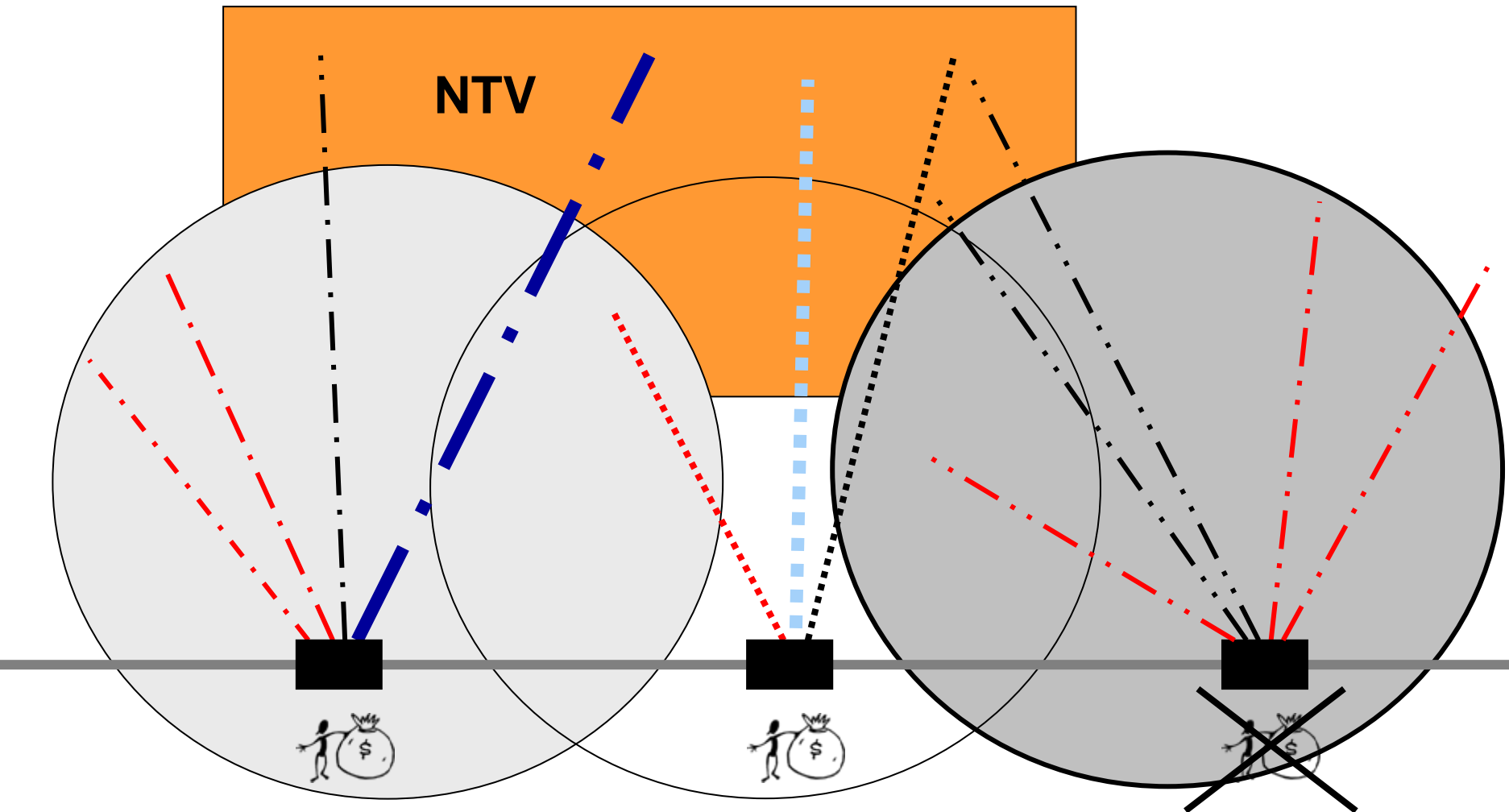




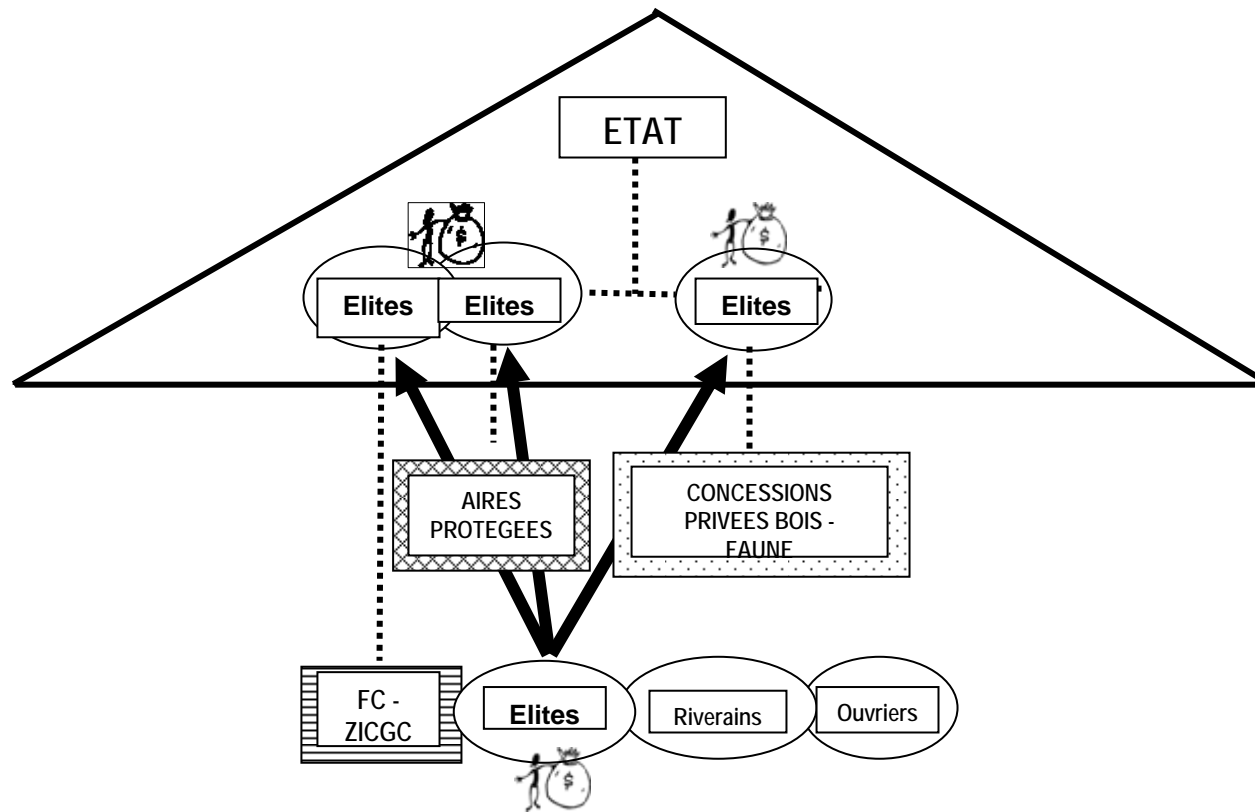
Dispositif de redistribution financière et en nature en faveur des populations dans le Bassin congolais






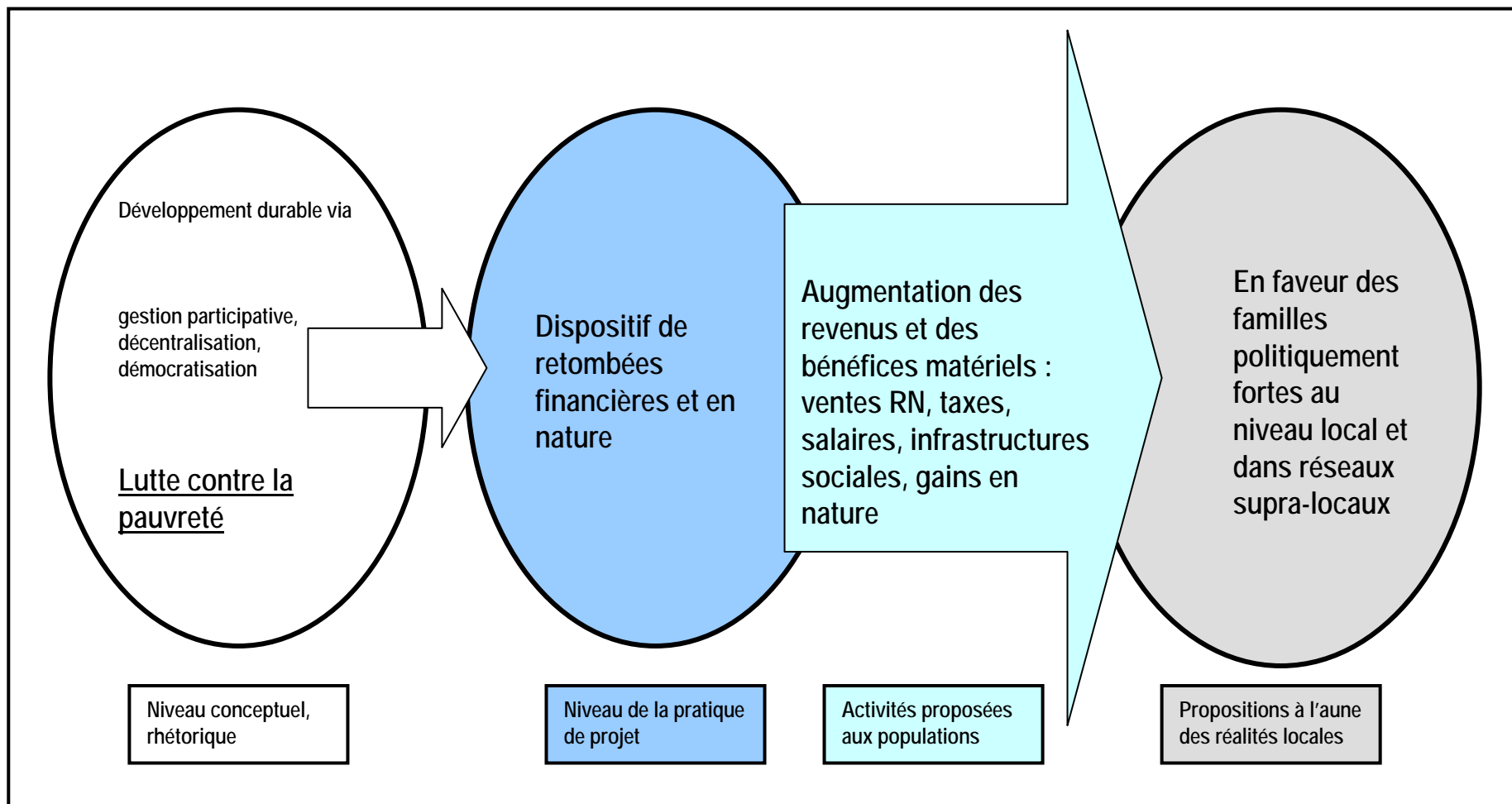
Dynamiques « locales » dans le cas de la dimension territoriale du dispositif participatif



Dynamiques « locales » dans le cas de la dimension administrative du dispositif participatif



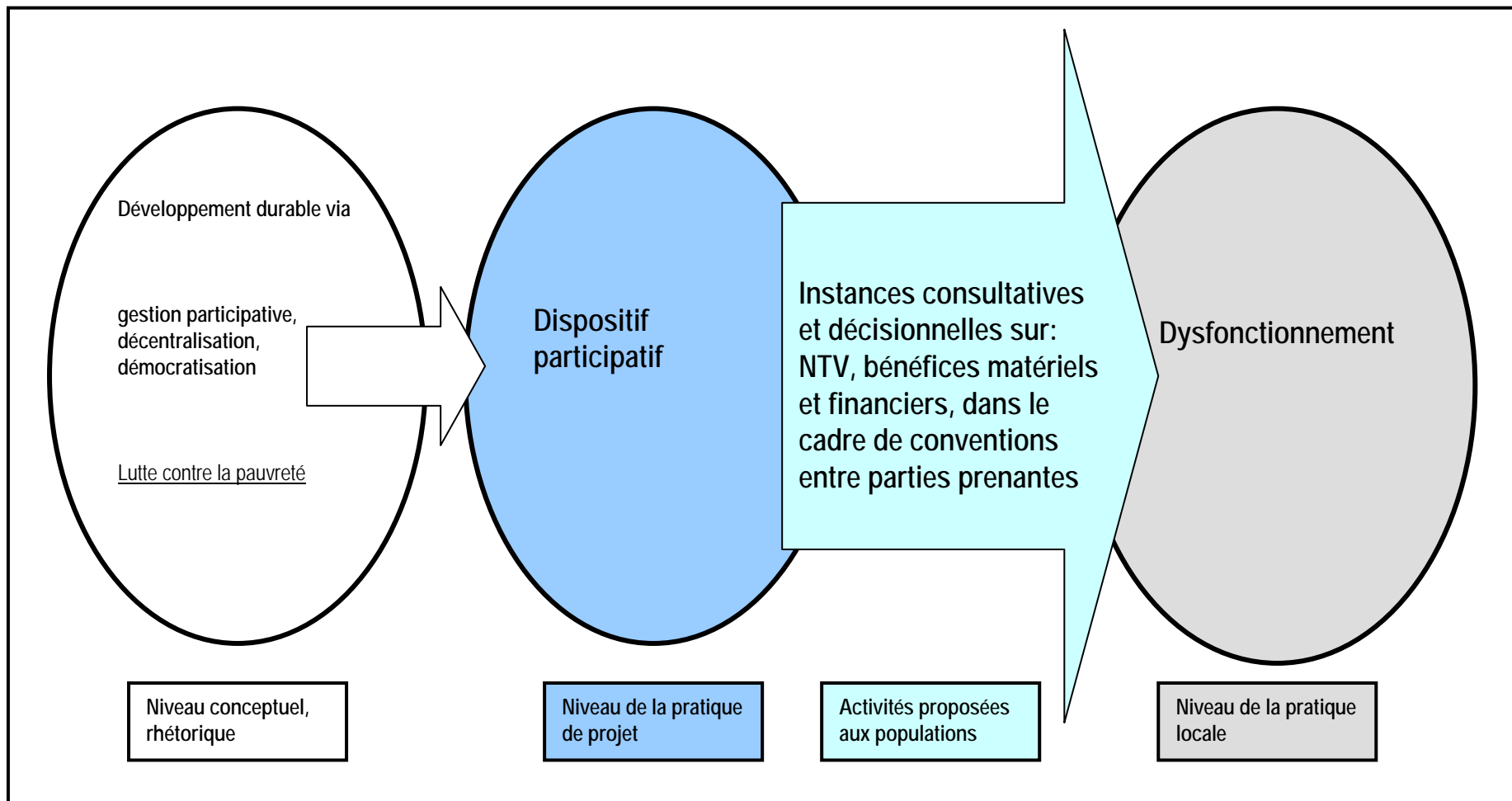
Ménages de type 1		Ménages de type 2		Ménages de type 3	
Peu d'adultes, pas assez de force de travail		Assez de force de travail Accès aux postes salariés, aux meilleures terres, relais dans les instances décisionnelles		Beaucoup d'adultes, beaucoup de force de travail	
Beaucoup d'enfants et de vieux, beaucoup de parents à charge		Situation équilibrée, tous les groupes d'âge sont représentés Position politique locale dominante		Presque pas d'enfants et de vieux, pas beaucoup de personnes à charge	
Sans élite	Avec élite 	Sans élite	Avec élite 	Sans élite	Avec élite 





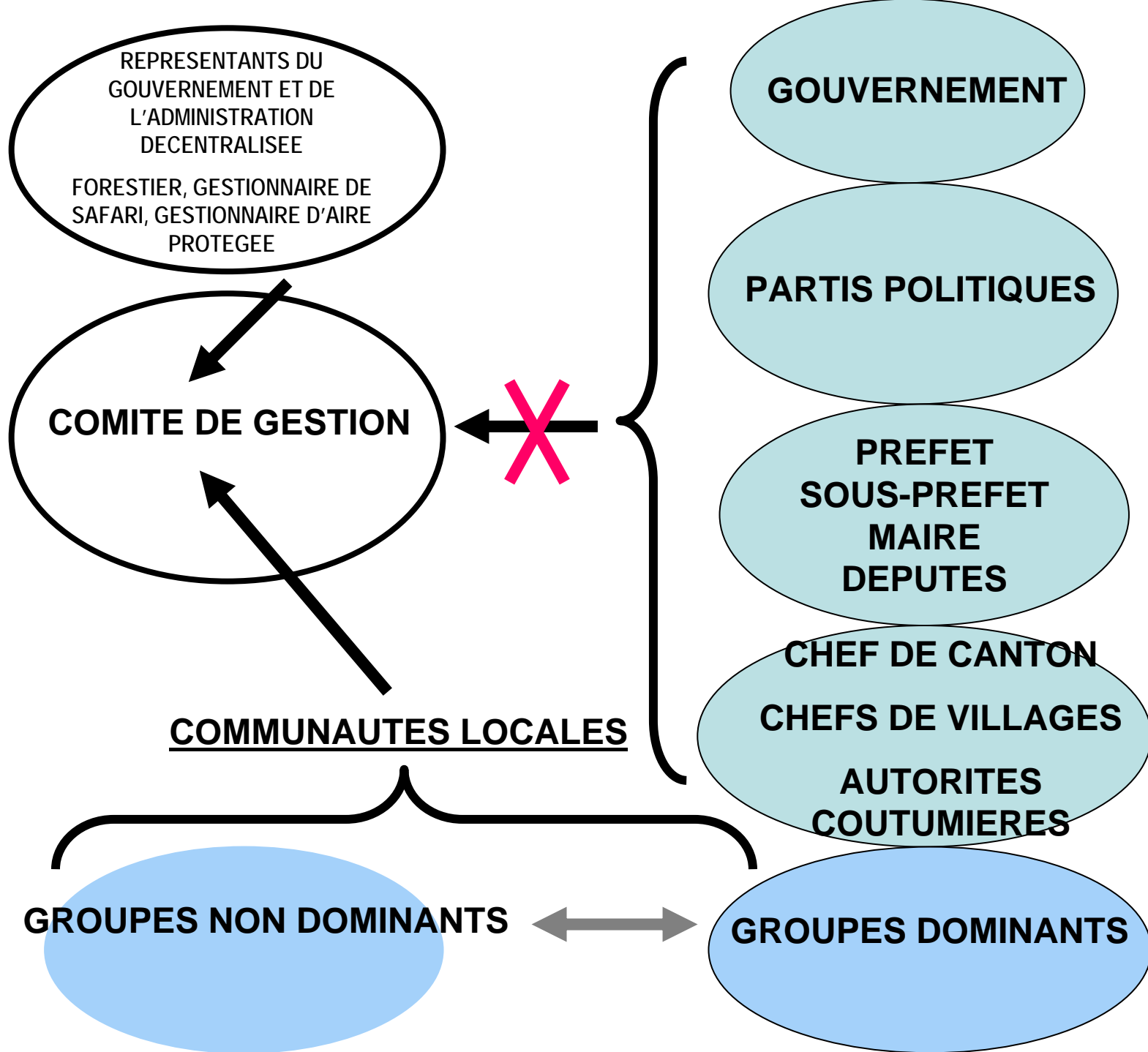
C. Asanga. Forêt de Kihum Ijim.
Réunion de conseil.





Les instances participatives du point de vue des acteurs locaux

- ✓ Plutôt consultatives que décisionnelles
- ✓ Des structures de communication imposées par l'intervenant extérieur
- ✓ Correspondent à des comités ou à de simples enquêtes
- ✓ En décalage par rapport aux procédures locales de gestion



Dans ces instances « participatives », les communautés locales doivent gérer

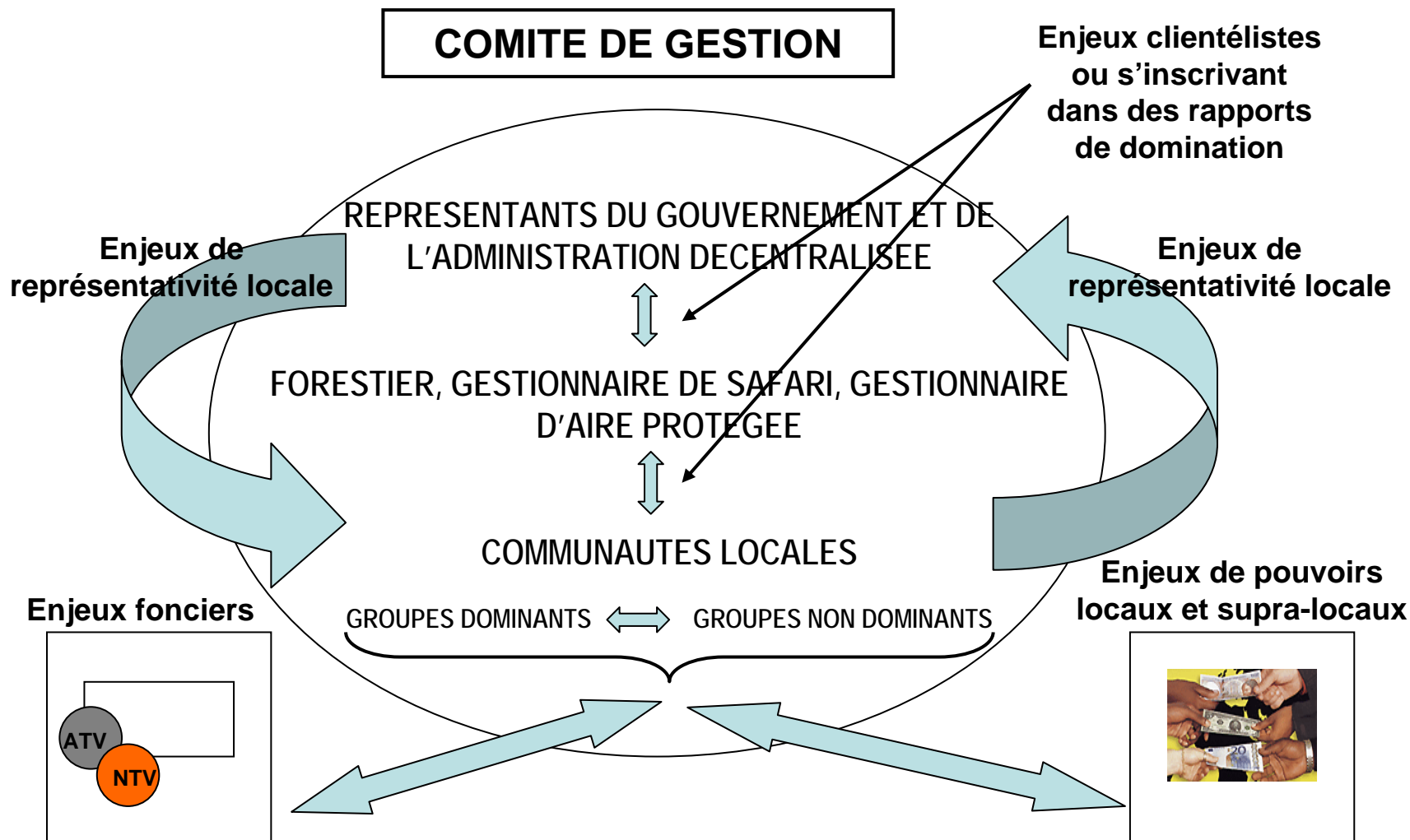
Des problèmes structurels :

- ✓ La délégation de la représentativité locale
- ✓ La relation aux intervenants extérieurs et le risque de non implication dans les décisions

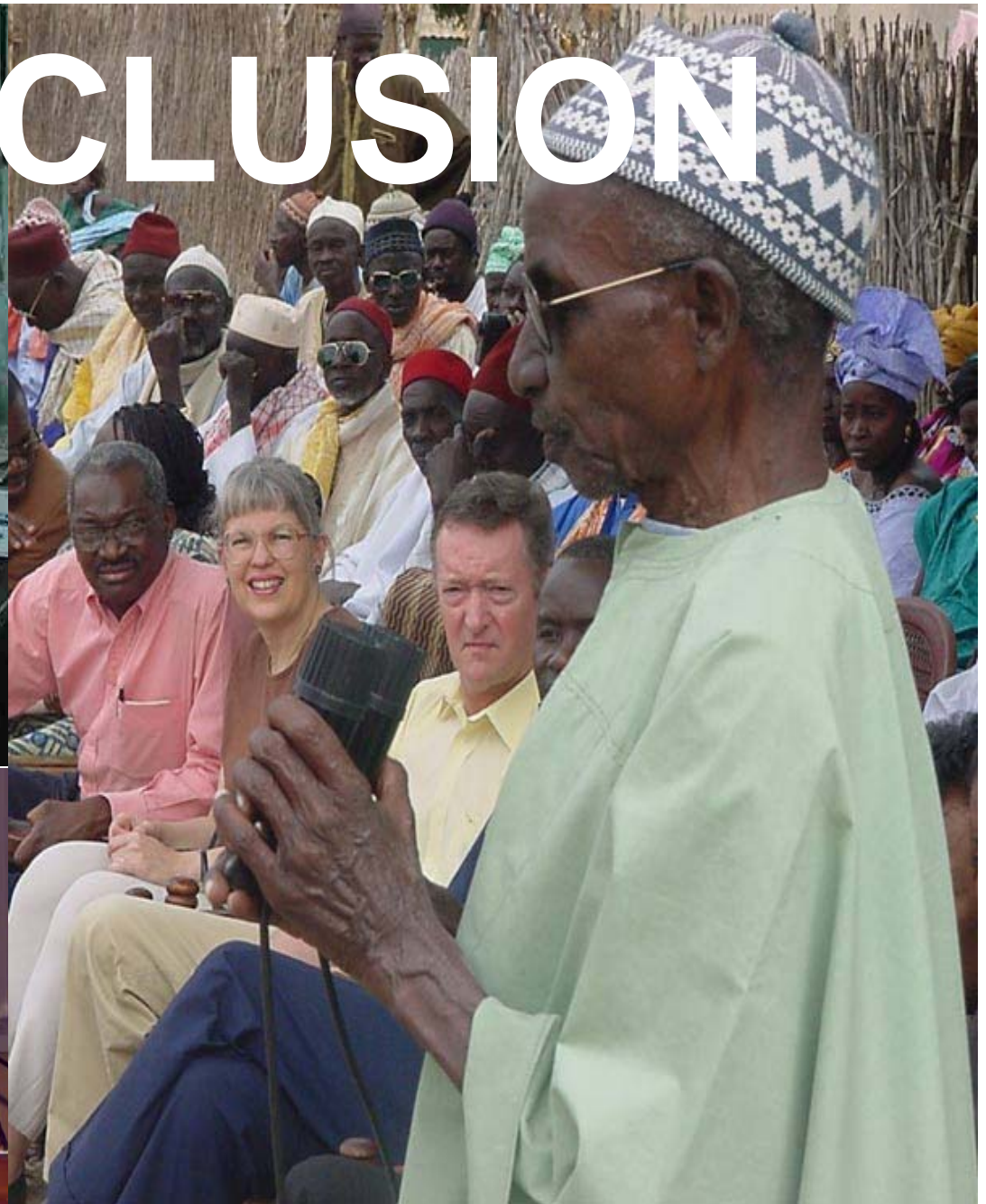
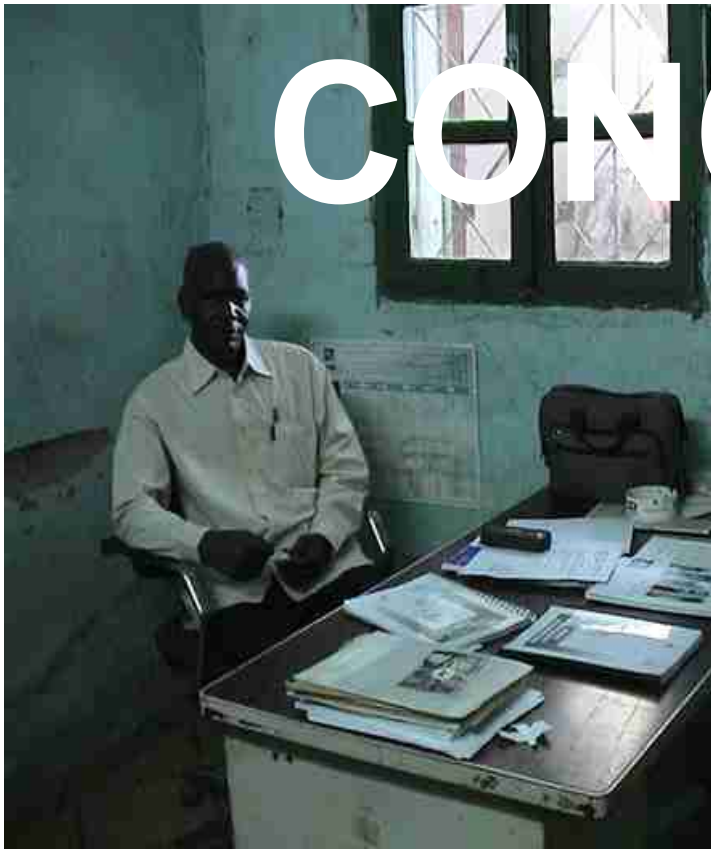
Des contraintes liées aux outils de mise en œuvre de « l'approche participative » :

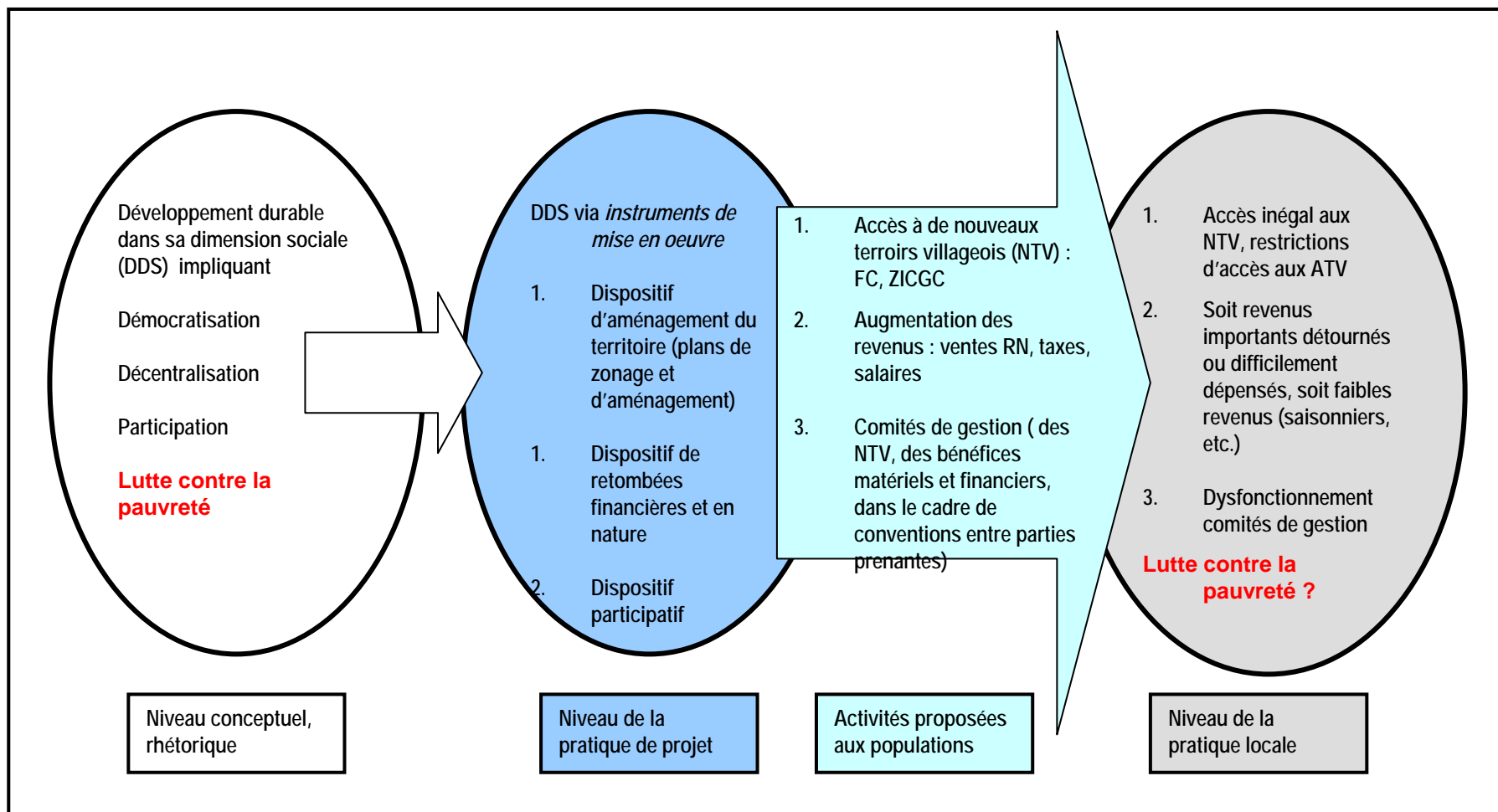
- ✓ Ce qui leur est proposé à travers la mise en œuvre de « l'approche participative »
- ✓ Les repositionnements fonciers et socopolitiques locaux que ces mesures impliquent

Les enjeux « locaux » au sein des instances dites participatives



CONCLUSION





Quelle communication aux décideurs ?

- Du point de vue local, le DDS est mis en œuvre selon des modalités similaires quelque soit le secteur.
- La grille anthropologique que propose notre analyse montre que la performance politique, économique et sociale de la réforme « participative » reste insuffisante.
- Le décalage entre la rhétorique du DDS et les réalités locales explique en partie les retombées très faibles de cette politique en termes de développement local.
- La compréhension endogène de ces outils de mise en œuvre devrait être prise en considération pour mesurer l'impact du DDS sur le terrain.
- En effet, nous avons montré que les outils de mise en oeuvre du DDS impliquent d'emblée des repositionnements importants du point de vue des populations.
- Ce constat est en réalité connu car le DDS s'inscrit en droite ligne des politiques développementistes précédentes.
- L'abondante littérature dans ce domaine devrait être intégrée par les décideurs comme socle de connaissances à partir duquel bâtir des politiques adéquates et réalistes.